

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 6 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 juni 2001 tot bepaling van de verwijzingstabellen voor de disciplinaire en interdisciplinaire opleiding bepaald bij het decreet van 12 december 2000 houdende vastlegging van de initiële opleiding van de onderwijzers en regenten, worden de woorden « door rekening te houden met de mogelijkheid onderwijs te geven in het lager onderwijs » vervangen door de woorden « door rekening te houden met de mogelijkheid onderwijs te geven in het basisonderwijs ».

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie  
en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2003 — 3985

[2003/29528]

**3 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'exercice de la fonction et à la rémunération de maîtres de stage ainsi qu'à l'établissement d'accords de collaboration entre les Hautes Ecoles et des établissements d'enseignement fondamental spécial et d'enseignement secondaire spécial organisés ou subventionnés par la Communauté française définis dans le décret définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 novembre 2002, définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie, notamment les articles 2 et 3;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2003;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants menée le 2 avril 2003;

Vu le protocole de négociation du 3 avril 2003 du Comité du Secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, réunis conjointement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 35.329/2 du Conseil d'Etat donné le 19 mai 2003, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Enseignement spécial et de la Ministre chargée de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté définit l'exercice de la fonction de maître de stage et sa rémunération, prévus à l'article 2 du décret du 14 novembre 2002 définissant l'organisation des stages inclus dans les activités d'intégration professionnelle des études conduisant au diplôme de spécialisation en orthopédagogie.

**Art. 2.** Les maîtres de stage fournissent un accompagnement méthodologique aux stagiaires en formation et coopèrent avec les enseignants de la Haute Ecole dans l'évaluation formative de ceux-ci.

Ils bénéficient, pour l'exercice de cette fonction, d'une allocation journalière fixée à € 9,91 par stagiaire. Le montant est adapté au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année aux fluctuations de l'indice santé tel que prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays. L'indice de référence est celui de septembre 2001.

Cette allocation couvre les prestations d'encadrement des stages effectués dans le cadre des activités d'intégration professionnelle par les étudiants inscrits dans l'année de spécialisation. Elle est versée au maître de stage au plus tard le 30 juin de l'année académique pendant laquelle les prestations ont été rendues.

Elle ne peut excéder le montant équivalent à quarante journées d'encadrement pédagogique par année scolaire. Le mercredi est assimilé à une journée complète. Pour les maîtres spéciaux et pour les régents, cinq périodes de prestation correspondent à une journée.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Des accords de collaboration sont établis entre les Hautes Ecoles et des établissements d'enseignement fondamental spécial et secondaire spécial organisés ou subventionnés par la Communauté française dans le courant du mois de mars qui précède la rentrée académique de leur 1<sup>re</sup> année d'application. Ils reprennent de manière explicite les obligations et les apports de chaque institution partenaire.

L'accord de collaboration précise notamment les aspects suivants :

1° L'établissement d'enseignement spécial autorise des enseignants volontaires à exercer la fonction de maître de stage auprès d'étudiants stagiaires de la Haute Ecole pour autant qu'ils soient agréés par les autorités de celle-ci. Cet engagement est conclu pour une durée d'une année, renouvelable.

2° Les activités auxquelles l'établissement visé au 1° accepte d'associer les étudiants stagiaires, à savoir les visites de parents, les réunions de professeurs, les conseils de classe, les réunions du conseil de participation.

§ 2. Les accords de collaboration sont inclus dans le chapitre 15 du projet pédagogique, social et culturel de la Haute Ecole.

Les accords de collaboration sont transmis dans le mois de leur établissement au Gouvernement de la Communauté française qui est chargé de les agréer.

La décision d'agrément des accords de collaboration est fondée sur la vérification de la conformité des accords avec le prescrit des textes réglementaires.

Elle est communiquée par le Gouvernement à la Haute Ecole au plus tard le 15 mai qui suit l'établissement de l'accord. En cas de non agrément, l'accord est revu par les partenaires en tenant compte des observations formulées et transmis à nouveau au Gouvernement au plus tard le 31 mai. La décision définitive d'agrément ou de non agrément est communiquée par le Gouvernement au plus tard le 30 juin.

**Art. 4.** Dans le courant du mois de mars de la troisième année de leur accord de partenariat, la Haute Ecole et les établissements d'enseignement fondamental spécial et secondaire spécial, organisés ou subventionnés par la Communauté française, effectuent ensemble une évaluation de leur collaboration.

**Art. 5.** A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 1999 fixant les règles d'établissement du rapport annuel d'activités des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française est ajouté un 9° rédigé comme suit : « 9° le rapport d'évaluation des accords de collaboration visés à l'article 3 du décret du 14 novembre 2002 précité ».

**Art. 6.** Les enseignants qui conservent le bénéfice d'un traitement ou d'une subvention-traitement correspondant à la fonction de sélection à laquelle ils ont été nommés conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 24 octobre 1996 fixant un régime transitoire applicable aux membres du personnel enseignant titulaire de certaines fonctions de sélection dans l'enseignement fondamental ne peuvent prétendre au bénéfice de l'allocation visée à l'article 2, alinéa 2 du présent arrêté.

**Art. 7.** Par mesure transitoire, pour l'année académique 2003-2004, les accords de collaboration sont transmis pour agrément au Gouvernement de la Communauté française pour le 15 septembre 2003. La décision d'agrément est communiquée à la Haute Ecole pour le 15 octobre 2003.

En cas de non agrément, l'accord revu est à nouveau transmis au Gouvernement au plus tard le 30 octobre 2003. La décision définitive d'agrément ou de non agrément est alors communiquée par le Gouvernement au plus tard le 20 novembre 2003.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2003.

**Art. 9.** Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions, le Ministre qui a l'Enseignement spécial dans ses attributions et le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses attributions sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Fonction publique,  
R. DEMOTTE

Le Ministre chargé de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre chargée de l'Enseignement supérieur,  
Mme F. DUPUIS

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3985

[2003/29528]

**3 JULI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de uitoefening van het ambt en de bezoldiging van de stagemesters alsmede het sluiten van samenwerkingsakkoorden tussen de Hogescho-  
len en de inrichtingen voor buitengewoon basis- en secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door  
de Franse Gemeenschap bepaald in het decreet houdende organisatie van de stages die vervat zijn in de  
activiteiten voor professionele integratie van de studies die leiden tot het diploma van specialisatie in de  
orthopedagogie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 november 2002 houdende organisatie van de stages die vervat zijn in de activiteiten voor professionele integratie van de studies die leiden tot het diploma van specialisatie in de orthopedagogie, inzonderheid op de artikelen 2 en 3;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 maart 2003;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2003;

Gelet op het overleg met de representatieve studentenorganisaties geleid op 2 april 2003;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 3 april 2003 van het Comité van Sector IX en van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, Afdeling II, samen verenigd;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op advies 35.329/2 van de Raad van State gegeven op 19 mei 2003, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister belast met het Buitengewoon onderwijs en de Minister belast met het Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit bepaalt de uitoefening van het ambt van stagemeester en zijn bezoldiging, bepaald in artikel 2 van het decreet van 14 november 2002 houdende organisatie van de stages die vervat zijn in de activiteiten voor professionele integratie van de studie die leiden tot het diploma van specialisatie in de orthopedagogie.

**Art. 2.** De stagemeesters bieden een methodologische begeleiding aan de stagiairs die een vorming volgen en werken mee met de hoogleraren van de Hogeschool in de vormingsevaluatie van deze.

Zij genieten voor de uitoefening van dat ambt een dagelijkse toelage vastgesteld op € 9,91 per stagiair. Het bedrag wordt op 1 september van elk jaar aangepast aan de schommelingen van de gezondheidsindex zoals bepaald in het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's Lands concurrentievermogen. De referentie-index is die van september 2001.

Deze toelage dekt de omkaderingsprestaties van de stages die worden uitgevoerd in het kader van de activiteiten voor professionele integratie door de studenten ingeschreven in het specialisatiejaar. Ze wordt gestort op de rekening van de stagemeester, ten laatste op 30 juni van het academiejaar gedurende welk de prestaties zijn uitgevoerd.

Ze kan niet het bedrag dat overeenkomt met veertig dagen pedagogische omkadering per schooljaar overschrijden. De woensdag wordt gelijkgesteld met een volledige dag. Voor de speciale leermeesters en voor de regendaten, komen vijf prestatieperiodes overeen met één dag.

**Art. 3. § 1.** Er worden samenwerkingsakkoorden gesloten tussen de Hogescholen en inrichtingen voor buitengewoon basis- en secundair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap gedurende de maand maart die aan de eerste dag van het academiejaar van hun eerste toepassingsjaar voorafgaat. Ze nemen expliciet de verplichtingen en bijdragen van elke partnerinstelling over.

Het samenwerkingsakkoord bepaalt inzonderheid de volgende aspecten :

1° De inrichting voor buitengewoon onderwijs laat de hoogleraren, die het willen, toe het ambt van stagemeester uit te oefenen bij de studenten die stagiair zijn op de Hogeschool, voorzover ze erkend zijn door de overheden van deze. Deze overeenkomst wordt gesloten voor een hernieuwbare duur van één jaar.

2° De activiteiten waaraan de inrichting bedoeld in 1° de stagedoende studenten aanvaard te laten deelnemen, namelijk de bezoeken van ouders, lerarenvergadering, vergaderingen van de klassenraad, vergaderingen van de Participatieraad.

§ 2. De samenwerkingsakkoorden zijn begrepen in hoofdstuk 15 van het pedagogisch, sociaal en cultureel project van de Hogeschool.

De samenwerkingsakkoorden worden binnen de maand van hun sluiting aan de Regering van de Franse Gemeenschap meegedeeld, die belast wordt die te erkennen.

De beslissing tot erkenning van de samenwerkingsakkoorden is gegrond op het nakijken van de conformiteit van de akkoorden met het voorschrift van de reglementaire teksten.

Ze wordt door de Regering meegedeeld aan de Hogeschool, ten laatste op 15 mei volgend op de sluiting van het akkoord. Bij niet-erkenning, wordt het akkoord opnieuw bekeken door de partners, die rekening houden met de geformuleerde opmerkingen, en ten laatste op 31 mei opnieuw meegedeeld aan de Regering. De definitieve beslissing tot erkenning of niet-erkenning wordt ten laatste op 30 juni door de Regering meegedeeld.

**Art. 4.** Gedurende de maand maart van het derde jaar van hun partnerschapsakkoord voeren de Hogeschool en de inrichtingen voor buitengewoon basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap samen een evaluatie van hun medewerking.

**Art. 5.** In artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 maart 1999 tot vaststelling van de regels voor het opstellen van het jaarverslag van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt een 9° toegevoegd, luidend als volgt : « 9° het evaluatieverslag betreffende de samenwerkingsakkoorden bedoeld in artikel 3 van voornoemd decreet van 14 november 2002 ».

**Art. 6.** De leraren die een bezoldiging of een subsidiebezoldiging behouden komende overeen met het selectieambt waartoe ze benoemd zijn overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1996 houdende een overgangsbepaling voor leerkrachten, die titularis zijn van selectieambten in het basisonderwijs, kunnen geen aanspraak maken op de toelage bedoeld in artikel 2, lid 2 van dit besluit.

**Art. 7.** De samenwerkingsakkoorden worden bij wijze van overgangsbepaling voor het academiejaar 2003-2004 voor erkenning voor 15 september 2003 overgezonden aan de Regering van de Franse Gemeenschap. De beslissing tot erkenning wordt aan de Hogeschool meegedeeld voor 15 oktober 2003.

In geval van niet-erkenning, wordt het herziene akkoord opnieuw ten laatste op 30 oktober 2003 aan de Regering overgezonden. De definitieve beslissing tot erkenning of niet-erkenning wordt dan ten laatste op 20 november 2003 door de Regering meegedeeld.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2003.

**Art. 9.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Ambtenarenzaken behoren, de Minister tot wiens bevoegdheid het Buitengewoon Onderwijs behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het Hoger Onderwijs behoort, worden belast, elk wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juli 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,  
R. DEMOTTE

De Minister belast met het Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister belast met het Hoger Onderwijs,  
Mevr. F. DUPUIS